



digital.union@sonapresse.com

Fake News

PAS DE MASQUES POUR LES VACHES

Par I. M'B.



Photo: DR

C'est une folie virale sur la toile. La présidente de la Commission européenne, cible récurrente de désinformation, voudrait "obliger les vaches à porter des masques" pour les empêcher de polluer, d'après de nombreux messages viraux sur X, YouTube ou Facebook. Cette proposition d'Ursula Von der Leyen suscite l'indignation des agriculteurs et de l'industrie, reprennent les posts. C'est une infox.

Tout s'enflamme chez les internautes quand le tabloïd autrichien en ligne, L'Express, amplifie l'affaire. Son article soutient "qu'on parle même d'obliger les vaches à porter des masques". Et le quotidien allemand Die Welt de s'engouffrer dans la brèche. Ce dernier écrit que "des idées étranges" ont été lancées par quelques eurodéputés comme "demander que des vaches portent des masques". L'eurodéputé belge Benoît Lutgen (PPE, droite) est cité dans Welt. "On peut supposer que les masques pour vaches ne seront pas disponibles de sitôt", conclut le journaliste.

LA VÉRITÉ. Contacté par 20 Minutes, Benoît Lutgen nous indique ne pas se souvenir d'avoir prononcé cette phrase. Après recherche, il s'agit du titre d'une tribune qu'il a publié le 30 novembre 2022 dans The Parliament Magazine, où il s'oppose à l'intégration du secteur bovin dans la directive contre les émissions de gaz à effet de serre.

Les internautes ont fait preuve d'imagination malade pour créer des visuels de filtres en le positionnant sur l'arrière-train des vaches par exemple. Rien de tel en réalité. Un masque captant le méthane rejeté par le nez des bovins existe bien, mais il se place sur le museau. Il a été créé par la start-up Zelt et le géant de l'agroalimentaire Cargill France. Plusieurs articles de presse s'en étaient fait l'écho en 2021.

LE BUZZ DE LA SEMAINE

Quand les pluies déclenchent un torrent de critiques

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

DES éboulements au PK 8 de Libreville, la centrale hydroélectrique de Bongolo sous les eaux, l'usine de la Sobraga à Mouila arrêtée suite à une inondation, des villages coupés du reste du pays, etc., le Gabon est en proie à des pluies torrentielles qui ne lui épargnent rien.

Dans les discussions, sur certains réseaux ou partageant une petite bière, certains n'hésitent pas à se demander si ces eaux en furie et les glissements de terrain rapportés ne sont pas la manifestation de la colère de Dieu ou des génies (chacun défendra son camp). Car, estiment-ils, la dimension spirituelle de ces événements ne peut pas être écartée d'un revers de la main. D'autant plus qu'on part d'un régime honni pour une restauration par la Transition. Une espèce de Déluge d'un Gabon souillé pour un Gabon purifié.

D'autres personnes, comme Luc Bengone Nsi, préfèrent rester sur le plancher des vaches et avancent qu'une grosse partie de ces désastres aurait pu être évitée si les gouvernements successifs avaient écouté les



Photo: Paterne N'DOUNDA

Un quartier de Lambaréné les pieds dans l'eau.

conseils. "Les pluies diluviennes qui tombent à Libreville et dans le reste du pays, entraînant de fortes inondations et de très nombreux dégâts, me rappellent une des propositions que je faisais, candidat du Morena lors de l'élection présidentielle de 2009. Ce parti proposait l'aménagement des quartiers de Libreville après avoir créé un site de logement provisoire pour accueillir tous ceux des zones qui seraient en cours des travaux. Cette idée visait à éviter des désagréments que Libreville et ses environs sont en train de vivre. Sauf que

les propositions venant de certains candidats étaient qualifiées d'irresponsables. Aujourd'hui, nous en subissons des conséquences regrettables. Dommage", écrit-il. C'est donc une affaire d'hommes d'État qui n'ont pas été à la hauteur. Et si les anciens ne sont pas épargnés, les nouveaux détenteurs du pouvoir le sont moins. Car on leur reproche de se contenter de parler après ces pluies aux lourdes conséquences sans rien proposer de concret. "À chaque fois qu'il y a un drame, vous vous déplacez avec les grosses caméras. Pourquoi

ne pas commencer à travailler sérieusement...", s'emporte Laure.

De quel travail parlent les internautes ? Pour Barton, il faut reloger les familles se trouvant dans les zones à risque. Stéphane veut que l'on construise enfin de vrais logements sociaux. Bref, tout le monde souhaite que les choses aillent plus vite. Parce qu'une majorité d'internautes pensent comme L'évènement actu : tout est catastrophique au niveau social et humain. Ce qui donne une idée des attentes.

Humeurs

ARGENT FRAIS : LA BAD REVIENT, DES INVESTISSEURS ACCOURENT

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

"APRÈS avoir levé les sanctions financières imposées au Gabon, la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, le 29 novembre, la reprise des décaissements et l'approbation de nouvelles opérations dans le pays. La décision prise le 27 novembre, fait suite à des développements positifs observés au Gabon au cours des trois derniers mois", écrit Gabon Review dans un article datant du 30 novembre 2023.

Le 24 octobre 2023, la Banque africaine de développement (BAD) informait Libreville de

la suspension temporaire de ses décaissements sur ses opérations dans le pays. (...) Le 6 novembre, elle décidait de lever les sanctions financières imposées au pays moins d'un mois plus tard. Avant cela, Ecobank et d'autres banques locales ont accordé 158 milliards FCFA au CTRI. Dans ce sens, les internautes voient d'un bon œil l'arrivée massive des investisseurs qui affirment vouloir faire du business avec le Gabon, en même temps qu'ils redoutent le retour des vieux schémas où chacun amène son homme d'affaires aux autorités, promettant monts et merveilles.

L'autre affaire qui agite la toile au Gabon, c'est cette altercation



Photo: DR/L'Union

entre le député de la Transition, président de SOS Prisonniers et le Cochef de la Sécurité pénitentiaire. Dans un article publié le 1er décembre, Gabon Review parle d'agression physique du général sur le député désigné. L'officier général aurait reproché au président de SOS Prisonniers

d'avoir introduit illégalement un téléphone dans la prison. Lequel aurait rétorqué au général d'apporter les preuves de cette infraction.

"Selon le député, le ministre de la Justice et le président de l'Assemblée nationale ont été informés de l'agression", écrit le journal.